



sur Le Monde.fr

Iran La liberté assassinée

Article paru dans l'édition du 22.06.91

**P**LUS de deux mois sont passés depuis ce jeudi du 18 avril, lorsqu'au téléphone la voix haletante de mon frère m'a prévenue : " Dépêche-toi, il y a eu un attentat contre papa ; il est étendu par terre, il y a du sang partout... Vite, dépêche-toi ! ", me suppliait-il avant de raccrocher : mon père venait d'être assassiné.

Dans mon désarroi, je ne cessais de me demander quel intérêt l'Etat enturbanné pouvait trouver dans l'assassinat d'un opposant pacifique. Mon père venait de reprendre, après une longue retraite, son activité à la tête du Mouvement de la résistance nationale iranienne, dont il avait soutenu la nouvelle orientation : le mouvement avait abandonné toute idée de lutte armée et cherchait à exploiter, de manière pacifique, l'apparente volonté de modération du régime. Comme secrétaire général, il avait pris des contacts avec toutes les forces de l'opposition. Sa constance et sa fermeté sur les principes des libertés politiques et de l'indépendance iranienne et le fait qu'il ait toujours cru à l'union des partisans de la monarchie constitutionnelle et des républicains autour d'un programme minimum, du respect des droits de l'homme et de l'organisation d'élections libres faisaient de lui une figure crédible de rassemblement.

L'homme était loyal et sympathique : il savait négocier. Il voulait utiliser le MRNI comme un trait d'union entre Bakhtiar, social-démocrate favorable à la monarchie constitutionnelle, et les forces de la gauche iranienne qui redécouvrent, à la lumière de ce qui se passe à l'Est, la légitimité des droits de l'homme, principes qu'elles rejetaient naguère comme valeurs bourgeoises.

Lui-même n'avait pas pleinement conscience du fait que cette politique d'union et de lutte pacifique le rendait encore plus dangereux aux yeux des théocrates. Il ne se méfiait pas. Cette fatale imprudence, qui était la sienne comme elle était la nôtre, tenait au fait que, comme l'Occident, nous avions cru à la comédie de la normalisation et de la modération jouée par ces théologiens devenus propriétaires de l'Etat iranien. Au jour de ses obsèques, le mobile du crime était manifeste : sur sa tombe reposaient, côte à côte, les fleurs des monarchistes et celles des républicains. Je compris alors que, pour bêtes



qu'elles soient, les tyrannies ont l'intelligence de leur survie. Il n'y a qu'à constater le malaise des Occidentaux face au vide politique que le dictateur de Bagdad a creusé en liquidant systématiquement tous ses opposants. La République islamique s'est engagée dans la même voie : depuis un an Radjavi (OMPI), Ghassemloou (le prestigieux leader kurde), Elahi (Organisation monarchiste Drapeau de la liberté) et enfin mon père sont tombés en Europe. Aucune branche de l'opposition iranienne n'a été épargnée.

La dernière fois que je l'ai vu, c'était tôt le matin du mercredi 17 avril. Il était assis à la table de la salle à manger où il se retirait pour traduire en persan la thèse de ma soeur, consacrée à la crise pétrolière des années 50 et au mouvement national iranien dirigé par son vieux maître, le docteur Mossadegh. C'est à son école que lui et sa génération avaient appris la lutte pacifique pour la liberté et la dignité de leur pays et la résistance à l'oppression. Je lui ai envoyé un baiser en courant, juste l'espace d'un instant, pour voir qu'après tant d'années de tristesse son visage rayonnait de bonheur et son regard pétillait d'espoir. J'ai pensé à toutes ces années où nous, ses enfants, devenus aussi ses compagnons et ses amis, tentions désespérément d'extirper l'esquisse d'un sourire de la profonde mélancolie d'un homme qui a tant cru à la liberté et qui, au terme d'une révolution où il mettait tout son espoir, vit son pays chéri englouti dans un abîme sanglant.

Plus cruel que jamais, le destin a frappé fort, car dans cet homme je ne perds pas seulement un père, mais une masse d'amour et d'affection où je puisais mes forces pour surmonter les épreuves infligées à toute ma génération, piétinée par l'Histoire ; c'est un ami qui me quitte ; c'est notre pays qui s'éloigne dans toute la richesse de sa culture : amitié, loyauté, courage, poésie, hospitalité, histoire, culture et générosité.

Pour lui, cet épilogue sanglant est le glorieux couronnement de toute une vie de combat pour la liberté. Mais nous, nous payons un lourd tribut à la cause de la liberté, et ce sacrifice ne doit pas être éludé sur l'autel pourri de la raison d'Etat.

### **A Téhéran comme à Pékin**

C'est pourquoi je crie cette douleur atroce que des dizaines de milliers d'Iraniens ont subie dans les ténèbres du silence. Le meurtre de mon père n'est-il pas un remerciement en bonne et due forme, adressé au gouvernement démocratique de la France par la République islamique, pour l'impunité accordée aux Gerdji et pour la libération des Naccache ?

La France, qui, depuis dix ans, est au premier rang du combat pour les droits de l'homme, peut-elle exiger le respect de ces droits à Pékin et les oublier à Téhéran ? Est-ce pour dire au monde entier que les Iraniens sont des sous-hommes et inaptes, à ce titre, à la jouissance de ces droits ? Les tyrannies sont

éphémères et la France jouit en Iran d'un immense capital de sympathie et de prestige : il serait dommage de le brader au profit d'une horde d'usurpateurs sauvages. Toute normalisation entre un Etat de droit et une théocratie qui a constitutionnellement consacré la mise sous tutelle d'un grand peuple serait illusoire.

Pourtant, je me félicite du rapprochement entre deux grands peuples. Mais, de grâce, par égard pour un peuple opprimé, ne pourrait-on nous épargner ces effusions de tendresse diplomatique ? Et que cette " normalisation " ne se manifeste pas sous la forme de la légitimation d'un régime sous lequel l'Iran s'est transformé en un agrégat de petites seigneuries tyranniques. Et, surtout, qu'on ne fasse pas de distinction erronée entre les modérés et les radicaux du régime, car les crimes qui se sont commis en Europe depuis un an profitent avant tout aux maîtres actuels de Téhéran, ceux-là mêmes qui négocient la libération des terroristes ; ces nouveaux amis que la France s'apprête à accueillir. On comprendra que le spectacle de ces épousailles contre nature me révolte.

Pourtant, si j'ai pris la plume, ce n'est pas pour commenter la politique extérieure française ; ce n'est pas non plus pour crier haine et vengeance, des sentiments que mon père détestait. Si Abdol-Rahman Boroumand n'est plus, son combat pour la dignité et les droits de l'homme continue, un combat que nous menons non seulement comme Iraniens ou comme Français, mais comme êtres humains. A la France, son gouvernement, son chef de l'Etat, de savoir s'ils nous regarderont périr, les uns après les autres, un poignard dans le dos.

Je demande justice à ce beau pays qui, en nous donnant asile, nous avait promis sa protection. Que l'enquête soit menée jusqu'au bout ; si, comme je n'en doute pas, elle révèle la responsabilité de la République islamique dans cet assassinat, que la France proteste officiellement auprès de ses nouveaux amis ; qu'elle exige sérieusement l'extradition des meurtriers et que les assassins de mon père soient jugés !

**BOROUMAND LADAN**